

MARGES IMPÉRIALES EN DIALOGUE

Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle

Ce volume constitue le quatrième numéro de la collection « Dialogue », publiée conjointement par les éditions Codex et l'université de Pécs. Elle a vocation à accueillir les actes des colloques d'histoire qui se déroulent depuis 2013 dans cet établissement d'enseignement supérieur hongrois. Son ambition est d'interroger un pan particulier des relations entre la France – plus largement les « mondes francophones » – et l'Europe centrale, orientale et balkanique ; cette Europe parfois qualifiée de « médiane » qui s'étend des rives de la Baltique à celles de la Méditerranée, au contact direct des espaces germanophone et russe.

L'année 1947 marque à la fois l'amorce de la satellisation durable de l'Europe centrale et orientale par l'URSS et le début du processus de décolonisation. Les pays d'Europe médiane, pour être formellement souverains, adoptent des formes de gouvernement conformes aux canons soviétiques et s'installent dans l'orbite de Moscou. Pour leur part, les espaces post-coloniaux, bien que libérés de l'essentiel de l'emprise politique européenne, deviennent très vite un enjeu de la lutte d'influence induite par la logique de guerre froide. Les « Deux Grands », s'ils affirment des valeurs anticolonialistes, n'en mènent pas moins des politiques étrangères « ingérantes », pour ne pas dire impérialistes, alors même que les anciennes puissances coloniales cherchent à garder la mainmise sur leur pré-carré.

Dans le nouveau système international qui émerge dans la seconde moitié du XX^e siècle, les acteurs de ces deux « marges impériales » – tous formellement émancipés – conservent une relative autonomie. Quelle est la nature des relations qu'établissent et entretiennent entre eux ces États sous tutelle ? Quel regard respectif portent-ils les uns sur les autres ? Trouvent-ils dans le dialogue qu'ils nouent progressivement un moyen d'affirmation de leur indépendance et de leur souveraineté respectives ? C'est tout l'enjeu de ce volume que de proposer quelques pistes de réflexion, et accessoirement quelques réponses, à ces questions.

MARGES IMPÉRIALES EN DIALOGUE

Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle

Actes du colloque international d'histoire

organisé les 30 et 31 mai 2019 à l'université de Pécs

MARGES IMPÉRIALES EN DIALOGUE



ISBN : 978-2-918783-26-8

ISSN : 2274-195X



16 €



éditions
CODEX



Éditions Codex

www.editions-codex.fr

Université de Pécs

www.pte.hu

ISBN : 978-2-918783-26-8

ISSN : 2274-195X

Éditions Codex / Université de Pécs © 2022

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

En couverture :

Le président de la République centrafricaine, le général Jean-Bedel Bokassa, est reçu par Nicolae Ceausescu à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue en Roumanie au mois de juillet 1970.

Source : *Arhivelor Nationale ale României*, *fotoarea online a comunismului românesc* (Archives nationales de Roumanie, phototèque en ligne du communisme roumain), cote : 75/1970, photographie : #Z260.

Sous la direction de

Mathieu Boisdron & Krisztián Bene

Marges impériales en dialogue

Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle

Actes du colloque international d'histoire

organisé les 30 et 31 mai 2019 à l'université de Pécs

Avec le soutien :

du Centre de recherches en histoire internationale et Atlantique (CRHIA) de l'université de Nantes, du Labex « Écrire une nouvelle histoire de l'Europe » (EHNE), du Centre d'études africaines et de la faculté d'études européennes de l'université Babeş-Bolyai de Cluj, et de l'université de Szeged

l'auteur de nombreux articles et études sur l'histoire du communisme roumain, de volumes d'auteurs, ainsi que de volumes publiés en collaboration. Il a notamment récemment publié *Angelo Micalescu, ambasadur la Beijing (telegrame desecretizate, 1982-1989)* [Angelo Micalescu, ambassadeur à Pékin (télégrammes déclassifiés, 1982-1989), Târgoviște, 2018 (co-éditeur Mihai Floroiu)].

Table des matières

Introduction, par Mathieu Boisdron et Krisztian Bene	5
Stratégie de guerre froide ou partenariat euro-arabe ? Les « démocrates populaires » et le Maghreb de 1973 à 1982, par Nicolas Badalassi.....	9
Les soldats hongrois de la Légion étrangère en Indochine (1946-1954), par Krisztina Bene.....	25
Un point de vue du centre sur des contacts entre marges : les mobilités des coopérateurs est-européens en Algérie lues à travers les sources françaises, par Pascal Bonnard.....	39
L'action diplomatico-militaire de l'Est dans le « pré carré ». Une pénétration de l'influence communiste sous surveillance des réseaux Foccart (1958-1969), par Walter Bruyère Ostellis.....	55
Entre manifestations de soutien et diffusion des représentations du pays : la diplomatie publique de la Roumanie socialiste vers l'Afrique francophone, des années 1950 aux années 1960, par Stéphane Cuvelier.....	67
L'insurrection malgache de 1947 vue par la presse hongroise, par Péter Ákos Ferwagner.....	83
La Pologne communiste face à l'émergence d'une francophonie africaine, par Mathieu Gillibert.....	101
La coopération bulgare en Algérie : l'espoir déçu d'une relation privilégiée (1962-1980) par Éric Lechevallier.....	115
Un voyageur engagé : une représentation « communiste » du Maghreb par György Mátyás par Dorotya Mihályi.....	125
La relation entre l'Algérie indépendante et la Hongrie, de 1962 à 1971, par Georgi Nagy.....	139
Les relations arabo-hongroises dans les années 1980 à travers l'exemple de l'Algérie, J.....	...

L'internationalisme tchécoslovaque en Afrique à travers l'exemple de l'aide à la construction d'infrastructures militaires et de sécurité en Guinée, 1958-1965, par Mikuláš Pešta 159

La politique étrangère de la Roumanie envers l'Afrique subsaharienne, des années 1960 aux années 1970, par Cristina Preutu et Silviu B. Moldovan 171

Les relations politiques et économiques de la Roumanie avec les pays arabes dans le contexte du conflit israélo-arabe dans les années 1970 et 1980, par Liviu Țăranu 197

Conclusions, par Walter Bruyère-Ostells 207

Résumés 211

Les auteurs 217

L'insurrection malgache de 1947 vue par la presse hongroise

Péter Ákos Fervagner

Maître de conférences à l'université de Szeged¹

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, une révolte (*Fikominā*) éclate à Madagascar contre l'administration coloniale et les colons français. Des centaines d'insurgés attaquent simultanément à la même heure dans une dizaine de districts, des casernes et des postes de police. À certains endroits, des temples et des bâtiments de mission chrétiens ont été détruits. Dans de nombreuses régions du pays, avant tout dans la partie orientale, des villes et même des districts entiers étaient occupés (le sixième de l'île était atteint). Les insurgés ont mené des combats sanglants avec les soldats et la police envoyés contre eux. Le trafic et la communication ont été interrompus dans de nombreuses régions du pays. L'une des bases militaires françaises les plus importantes, au nord de Tananarive, a été presque complètement coupée du reste de l'île. Pendant le soulèvement, de nombreux colons européens et, en bien plus grand nombre, des Malgaches ont été maltraités, torturés ou tués. Il a fallu trois mois aux Français pour réprimer le soulèvement, mais à certains endroits, les combats se sont poursuivis pendant un an et demi jusqu'à la fin de 1948.

À l'instar de l'insurrection de l'Algérie orientale en 1945, le gouvernement colonial et ses troupes ont brutalement riposté aux rebelles. Le pire épisode est « l'affaire du train de Moramanga » (mai 1947), où 165 otages ont été soit abattus dans les wagons, soit fusillés. Le nombre de morts du soulèvement a suscité diverses estimations du gouvernement colonial, et à différents moments : dans une déclaration officielle publiée en 1948, il faisait état de 90 000 morts, mais en 1950, il en mentionnait seulement 11 342². Quoi qu'il en soit, la répression du soulèvement ne s'arrête pas là. Les massacres ont été suivis de poursuites judiciaires massives lors desquelles plus de 5 000 personnes ont été condamnées à mort ou à plus d'un an et demi de prison³. Parmi les condamnés à mort

¹ Cette recherche est soutenue par le projet EFOP-3.6.2-16-2017, intitulé « Les aspects du développement de la société intelligente, durable et inclusive : réseaux sociaux, technologiques et d'innovation dans l'emploi et l'économie digitale ». Le projet est réalisé avec le soutien de l'Union européenne, avec un cofinancement du Fonds social européen et du budget du gouvernement de la Hongrie.

² Selon ce communiqué, 140 des 11 342 étaient Français, 2 Indiens, 19 Chinois, 2 Syriens, 17 Sénégalais et 11 162 Malgaches. Sur ce nombre, 1646 ont été tués par les insurgés, 4126 par les troupes gouvernementales et 5890 se sont enfuis dans les forêts, où ils sont morts de faim. Sik Endre, *Fekete-Afrika története IV* [Histoire de l'Afrique noire IV], Édition Akadémiai, 1973, page 283. Une nouvelle enquête menée en 1952 aboutit au chiffre de 11 325 Malgaches morts du fait de l'insurrection. GOUDERŨV-VIROVITCH Catherine, AGRON Charles-Robert, *Histoire de la France coloniale III, Le*

figuraient des dirigeants du parti nationaliste radical, le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM) fondé en février 1946, dans un restaurant parisien.

Dans le cadre de cette étude, il n'est pas possible d'analyser en détail l'histoire, les causes, le cours et les conséquences du soulèvement. Mais cela ne s'impose pas. Une littérature abondante a déjà largement accompli cette tâche⁴. Dans ce qui suit, j'essaie simplement d'esquisser l'écho dans la presse hongroise de l'insurrection malgache. Cela peut être intéressant, car il montre comment la presse politique d'un pays d'Europe centrale en voie de stalinisation a considéré, au-delà du rideau de fer et au début de la guerre froide, un événement africain important et le rôle joué par la France dans cette phase du processus de décolonisation.

La situation internationale de la Hongrie et la presse hongroise après la Seconde Guerre mondiale

Lors de l'éclatement de l'insurrection malgache, la position diplomatique de la Hongrie est assez difficile. Après la fin de la guerre, elle est totalement isolée. Les grandes puissances vainqueurs l'ont considérée comme le « dernier affidé d'Hitler ». Elle n'a réussi à sortir de cet isolement que peu à peu : l'Union soviétique, les États-Unis et la Grande-Bretagne ne reconnaissent le gouvernement hongrois qu'à l'automne 1945⁵. Les relations diplomatiques avec la France ne reprennent que pas-à-pas. Au cours de l'été 1945, même la circulation de l'information cause des difficultés entre les deux pays en raison du manque de contacts. Le ministre des Affaires étrangères János Gyöngyösi prend l'initiative, en novembre 1945, de rétablir des rapports entre la France et la Hongrie. Par conséquent, le consul Robert Faure arrive à Budapest le 16 novembre 1945 avec comme mission de travailler à la reprise officielle des relations diplomatiques. Après cela, les informations peuvent circuler d'un pays à l'autre plus facilement et en plus grande quantité⁶.

⁴ Je ne cite que deux titres : Tronchov Jacques, *L'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Éditions Ambrozontany et Karthala, 1986 ; Fremagaci, Jean, « La vérité sur la grande révolte de Madagascar », *L'Histoire*, n°318, mars 2007. Pour un bref récapitulatif des événements : LANGELELLER Jean-Pierre, « Les 100 000 morts de l'insurrection malgache », *Le Monde*, le 27 mars 2007.

⁵ Balogh Sándor, *A népi demokrátiás Magyarországi külpolitikája 1945-1947. A fegyverletételről a békeszerződésig* [La politique étrangère de la Hongrie démocratique populaire 1945-1947. De la capitulation au traité de paix], Édition Kossuth, 1982, page 63.

⁶ L'envoyé extraordinaire Henri Gauguier ne pouvait occuper son poste en Hongrie que six mois plus tard, le 20 juin 1946. De toute façon, c'est un pas important, car à cette époque-là très peu d'ambassades diplomatiques se trouvaient en Hongrie qui ne pouvaient fonctionner qu'avec la permission des Soviétiques. Le gouvernement de Budapest, de son côté, a envoyé à Paris le célèbre *szócska* *moncha* du parti des socialistes *szocialisták* Dávid Árpád *váti* *Értesítő* *Műhely* « L'opinionnaire fran-

Les relations franco-hongroises commencent à se développer en 1946 et des négociations de haut niveau ont lieu⁷. Celles-ci visent principalement la préparation du traité de paix hongrois, signé à Paris en février 1947. Le traité de paix a théoriquement créé la pleine souveraineté de la Hongrie, et donc les relations franco-hongroises auraient pu être encore améliorées. Cependant, cela a coïncidé avec le début de la guerre froide, dont l'un des premiers signes en France a été l'exclusion en mai 1947 du parti communiste français (PCF) du gouvernement Ramadier⁸, tandis qu'en Hongrie, les communistes ont commencé à déloger les partis bourgeois du pouvoir. En juin 1947, le Premier ministre hongrois, le représentant du parti indépendant des petits propriétaires (FKGP) Ferenc Nagy a été contraint de démissionner et les relations extérieures ont été négativement affectées par le fait que les ambassadeurs du pays accredités auprès des capitales occidentales ont également démissionné en signe de solidarité⁹.

Au cours des années suivantes, la marge de manœuvre de la politique étrangère hongroise est devenue extrêmement étroite. Avec le début de la guerre froide, ainsi que la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux, Staline a exigé une obéissance absolue des États d'Europe centrale, y compris la Hongrie, et une identification totale à la politique étrangère soviétique. La Hongrie ne pouvait pas poursuivre une politique étrangère propre, il lui fallait copier servilement celle de l'Union soviétique. Certains historiens remettent ouvertement en cause l'existence d'une politique étrangère hongroise indépendante : « La politique étrangère, c'est le contrat des États par des relations diplomatiques. Dans le système international stalinien, ce type de relation a perdu sa signification et des canaux de transmission et de communication totalement différents se sont formés, la diplomatie s'est dévaluée et s'est dégradée. Elle n'a pas disparu parce qu'elle a été laissée en vie par des affaires interétatiques qui ont rendu nécessaire la solution administrative. La gestion des affaires étrangères a pris le rôle et la place de la politique extérieure partout dans la zone [centre européenne] »¹⁰.

Le début de la guerre froide et la stalinisation n'a pas laissé intacte la sphère de la presse politique. Pendant la soi-disant « période de coalition » (1945-1948)¹¹, la presse hongroise se caractérise par une sorte de dualité. D'une part, le nombre de journaux a augmenté rapidement après la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, la renaissance de la presse politique a été suivie rapidement par son bâilonnement et sa transformation¹². Encore en février 1945, on a ramené la *Népszava* (« voix de peuple » qui était le journal du parti social-démocrate). En ce temps-là, on a fondé le *Esti Szabad Szó* (« mot

⁷ Par exemple le 25 juin 1946, le Premier ministre hongrois Ferenc Nagy a rencontré le ministre des Affaires étrangères français Georges Bidault.

⁸ Paul Ramadier (1888-1961) était un homme d'État et député parlementaire. C'est sous sa présidence du Conseil de ministres (22 janvier-19 novembre 1947) que l'insurrection malgache a éclaté.

⁹ Pál Auer était parmi les premiers.

¹⁰ Fülöp Mihály, Sipos Péter, *Magyarország külpolitikája a XX. században* [La politique étrangère de la Hongrie au XX^e siècle], Anla, 1998, page 366.

¹¹ *Értesítő* *Műhely* « *Budapesti Népi Magyarországon 1944-1948* [Les années de la coalition en Hongrie 1944-

libre du soir », l'organe du parti national des paysans). Le FKGP, le plus important parti du pays et le vainqueur des élections du novembre 1945, a créé son propre porte-parole sous le nom *Kis Újság* (« petit journal »). On a laissé repartir comme un quotidien nouveau avec le chiffrement d'une année nouvelle la *Magyar Nemzet* (« nation hongroise ») qui est devenue, après 1945, le journal du gouvernement puis celui des petits propriétaires¹³. Pendant l'époque de la coalition, on peut découvrir encore des différences dans les analyses des quotidiens, mais les années de 1945 à 1948 sont déjà caractérisées par une liberté de presse partiellement limitée.

L'uniformisation de la presse hongroise est généralement liée au discours du *leader* communiste Mátyás Rákosi tenu le 23 mars 1948 dans lequel il a exprimé son opinion sur la presse. Il s'est opposé à la presse à sensation et il a indiqué comme objectif « la présentation des résultats de la production, de la construction et de la révolution culturelle ».¹⁴ Par la suite, la presse indépendante des partis a cessé d'exister et seuls quelques journaux ont survécu après la nationalisation de 1948. La *Népszava* est devenu le quotidien des syndicats, la *Magyar Nemzet* celui du Front populaire patriotique dirigé par les communistes. Le *Szabad Nép* (« peuple libre »), sous le contrôle direct du parti des travailleurs hongrois (le parti des communistes), a joué un rôle décisif. Le parti a transformé le quotidien dans toutes ses rubriques en un journal de propagande direct. On peut dire de la presse hongroise du début des années 1950 que l'uniformisation a entraîné un succès complet, seulement quelques journaux différaient dans leurs styles du jargon militaire.

En ce qui concerne le niveau de liberté de la presse, le tournant est le printemps 1948. Auparavant, les journaux commentaient la situation politique et les événements en France selon leur propre affiliation à un parti. Maintes fois, les journaux ont repris l'analyse et les nouvelles de leurs homologues français. Le *Szabad Nép* a épousé l'opinion du PCF (*L'Humanité*), la *Népszava* celle des socialistes (*Le Populaire*), la *Magyar Nemzet* celle des partis de la « Troisième Force » (*Le Monde*, etc.) et surtout celle du Mouvement républicain populaire (MRP). On peut dire qu'avant le discours de Rákosi, le lecteur hongrois pouvait choisir encore plus ou moins entre les opinions différentes. Après le printemps 1948, il n'avait plus cette possibilité. Les journaux hongrois sont devenus totalement unanimes, leurs analyses de la politique mondiale – le soulèvement malgache n'est pas une exception – sont extrémistes jusqu'au bout. Tous les pays et tous les gouvernements qui ne luttent pas pour le succès du mouvement communiste, qui ne suivent pas la politique de Moscou sont « fascistes » « réactionnaires » et complices de « l'impérialisme américain ». Et même si Staline se méfiait des mouvements de libération nationale du tiers-monde à cette époque-là, et a gardé donc une certaine distance envers eux, il n'y avait aucun doute sur le jugement de la conduite du gouvernement français à Madagascar.

Nouvelles et commentaires de presse hongrois sur l'insurrection malgache

Il est intéressant de relever que le premier compte rendu en hongrois sur le soulèvement n'a pas paru en Hongrie, mais probablement le 5 avril, dans un journal sud-américain de langue hongroise. La revue *Délamerikai Magyarok* (« Hongrois d'Amérique du Sud ») a été fondée en Argentine en 1929, avec comme objectif d'informer la communauté des expatriés hongrois sur les événements en Hongrie et en Amérique latine. Le rédacteur en chef, Rezső Faragó¹⁵, avait pour objectif de présenter « la Hongrie millénaire ». Dans le numéro du 5 avril 1947, il note brièvement – et fautive – qu'à Madagascar, les troupes du gouvernement français ont rétabli l'ordre et que toute l'île est en paix¹⁶. Une semaine plus tard, à côté des problèmes en Indochine et en Afrique du Nord, il rend compte des tensions à Madagascar et écrit que « le gouvernement français avait ordonné que la tranche d'âge de 1947 soit appelée à une formation militaire en raison des émeutes dans les colonies. Ce décret prive 200 000 jeunes de leur profession civile »¹⁷.

Il semble qu'en Hongrie la presse n'a réagi que deux semaines plus tard aux événements de la révolte. Ce retard relatif apparaît étrange, car, en 1954, dans une situation similaire, cette presse a réagi très rapidement au déclenchement de la guerre d'Algérie¹⁸. À ma connaissance, le 11 avril 1947, c'était la *Magyar Nemzet* qui a informé pour la première fois les lecteurs en Hongrie du soulèvement à Madagascar : « Quant à la France, à l'intérieur du pays, de Gaulle continue d'organiser son rassemblement populaire français et au-delà des frontières, la guerre coloniale se poursuit en Indochine, avec excitation et quelques effusions de sang dans le royaume poétique de Mórié Benyovszky, c'est-à-dire à l'île de Madagascar, avec incidents en Algérie et pillages au Maroc. Le ministre des Affaires intérieures Depreux s'est rendu jeudi matin dans les domaines africains »¹⁹. On peut constater que le quotidien du gouvernement hongrois dirigé par le FKGP ne se concentre pas spécifiquement sur l'île, mais la mentionne tout simplement comme l'un des problèmes auxquels la France est confrontée. Étant donné que l'événement le

¹³ Faragó (1887-1953) est devenu journaliste à un jeune âge et a participé à la Première Guerre mondiale en tant que soldat de la monarchie austro-hongroise. Il a ensuite travaillé comme correspondant pour les journaux d'Oradea (Roumanie). Il a émigré en Amérique du Sud à la fin des années 1920. Là-bas, il a fondé une revue pour les Hongrois vivant à l'étranger, appelé *Délamerikai Magyarok*. Il a remis le journal à son successeur en 1949 et, au fil des ans, de nombreux éditeurs se sont relayés et le journal a changé plusieurs fois de nom. Depuis 2005, il est publié sous le nom de *Argentínai Magyar Hírlap* (« journal hongrois d'Argentine »). Faragó était un homme de pensée démocratique tout au long de sa vie et il a accordé une grande attention à l'indépendance et à l'impartialité des journaux rédigés par lui. Voir Balogh Edgár (dir.), *Romániai magyar írók és lexikon* [Dictionnaire littéraire hongrois de Roumanie], I (A-F), Budapest, Kritérion, 1981.

¹⁴ *Délamerikai Magyarok*, le 5 avril 1947.

¹⁵ *Délamerikai Magyarok*, le 12 avril 1947.

¹⁶ J. Nagy László, « Les "événements" du premier novembre 1954 et les premières réactions », *Chro-*

plus important de politique intérieure française à l'époque est l'intervention de Charles de Gaulle et la formation de son propre mouvement, le RPF,²⁰ il est naturel que la *Magyar Nemzet* commence son énumération avec le Général²¹. Madagascar n'est qu'un des problèmes coloniaux (Indochine, Afrique du Nord). L'article appelle l'île « le royaume poétique de Móríc Benyovszky » ce qui demande une explication.

Benyovszky Móríc ou Maurice Beniowski (1741-1786) fut un célèbre voyageur, explorateur, aventurier et soldat hongrois du XVIII^e siècle. Il était peut-être le seul Hongrois à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de Madagascar. Cet aristocrate hongrois a été élevé en tant que soldat, mais a quitté l'armée impériale en 1758 et s'est installé sur son domaine lituanien. En 1767, il participe au mouvement noble anti-royal polonais, mais il est fait prisonnier par les Russes et exilé au Kamtchatka en 1770. Il s'est échappé en mai 1771 et a navigué vers Macao dans le sud de la Chine à la fin de septembre 1771, naviguant le long des côtes des îles Aléoutiennes, de l'Alaska et du Japon. En août 1772, il était déjà à Paris, où il a obtenu la bienveillance de Louis XV. À cette époque-là, après plusieurs échecs, les Français voulaient coloniser Madagascar dont l'importance avait augmenté de façon exponentielle au début des années 1700 car elle était très propice à la création de plantations d'épices, de café et de canne à sucre, ce qui promettait d'énormes bénéfices commerciaux. Par conséquent, Louis XV a chargé Benyovszky, qui était compétent dans la navigation et la guerre terrestre, de lui obtenir l'île. Le comte polono-hongrois arriva à l'Isle de France (Maurice) en septembre 1773, où le gouverneur de Ternay le reçut, peut-être par jalousie, sans sympathie²². En 1774, à Madagascar, alors indépendant, Benyovszky a fondé la colonie de Louisbourg au nom du gouvernement français, ce qui irrita encore davantage le gouverneur. D'accord avec les marchands, de Ternay colporta parmi les tribus de la côte l'information selon laquelle le comte n'était allé parmi eux que pour les asservir. En vain. Il fut élu roi par la population indigène en 1776, mais démissionna de son poste en raison des accusations du gouverneur de l'Isle de France voisine. Les accusations étaient peut-être fondées sur le fait que Benyovszky voulait créer un État indépendant, qui aurait conservé en même temps de bonnes relations avec la France. Ce dernier est par la suite retourné en Hongrie pendant une courte période afin de réaliser un projet relatif à la création d'une voie de communication entre la Hongrie et le port de Fiume (Rijeka) afin de pouvoir amener les céréales hongroises sur le marché mondial. Après avoir attendu inutilement que ses plans commerciaux soient soutenus par Vienne, il a navigué en Amérique et est retourné à Madagascar au nom de marchands américains. Le gouverneur de l'Isle de France a envoyé une troupe contre lui et Benyovszky a perdu la vie dans un affrontement contre les Français²³. Benyovszky a

²⁰ Fondation Charles de Gaulle, Centre aquitain de recherches en histoire contemporaine, Bordeaux III, *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947-1955)*, Paris, Armand Colin, 1998.

²¹ Il convient de noter que la presse hongroise a été très négative au sujet de l'entrepris de de Gaulle en 1947, FERWAGNER Péter Akos, « La naissance du RPF vue par la presse hongroise », *Mémoires du RPF*, n°X, 2001, pp. 97-122.

²² Sur de Ternay voir : FONTAINE DE RESBECQ Hubert de, « Notice sur le chevalier d'Arzac de Ternay

enregistré ses aventures dans des mémoires²⁴. Sa mémoire est toujours vivace en Hongrie, et de nombreuses personnes associent Madagascar à son nom.

Une semaine plus tard, l'organe du parti communiste a publié un article intitulé « Le destin de l'empire colonial dépend du renforcement de la démocratie française ». Quant à l'île de Benyovszky, le *Szabad Nép* a écrit : « Les grands planteurs de Madagascar ont récemment menacé de placer l'île sous le contrôle des dominions anglaises sud-africaines si les plans de l'Union française devaient se réaliser »²⁵. Bien sûr, « le renforcement de la démocratie française » ne signifiait rien d'autre qu'une augmentation de l'influence du PCF dans le contexte d'une politique intérieure française tendue. Le PCF avait soutenu la création de l'Union française²⁶, mais la plupart des colons s'y sont opposés par crainte d'un possible affaiblissement de la domination de la métropole. C'est pourquoi ils auraient pu menacer de placer Madagascar sous le contrôle sud-africain ce qui a été évidemment condamné par les communistes hongrois.

Au cours des semaines suivantes, des rapports sur le soulèvement à Madagascar sont devenus réguliers. La *Magyar Nemzet* a rendu compte à plusieurs reprises de l'insurrection. Premièrement, elle rapporte que l'un des représentants de Madagascar à l'Assemblée nationale de Paris, Joseph Rasetar²⁷ a été maltraité au parlement et cite *L'Humanité* qui souligne « à juste titre » que « l'insulte est l'un des phénomènes de la grande campagne contre les démocraties »²⁸. Le 29 avril, le quotidien note que la France fait face à une crise gouvernementale dont la cause est la question coloniale, car en Indochine, à Madagascar et en Afrique du Nord « la situation est extrêmement tendue »²⁹. À propos de la question coloniale, il y a de forts contrastes entre le PCF et les autres partis de la coalition, c'est pourquoi le gouvernement peut échouer. Quelques jours plus tard, le journal répète cette conclusion et ajoute que le parti socialiste SFIO et le PCF sont opposés à la levée de l'immunité des députés autochtones malgaches à l'Assemblée nationale qui conduit à l'ébranlement de positions gouvernementales³⁰.

²⁴ Ces mémoires et ces guides de voyage ont été rassemblés et publiés par le célèbre écrivain hongrois du XIX^e siècle Mór Jókai. Voir : Jókai Mór, *Gróf Benyovszky Móríc életrajza, saját emlékiratai és ábrákai* [Biographie, des propres mémoires et descriptions de voyage du comte Móríc Benyovszky], Vol. 1-2, Ráth Mór, 1888-1891.

²⁵ *Szabad Nép*, le 17 avril 1947.

²⁶ Sur l'Union voir : Boisdon Daniel, *Les institutions de l'Union française*, Berger-Levrault, 1949. ; Prémeaux Jacques, « L'union française : le rêve d'une France unie ? », in BLANCHARD Pascal, LEMARE Sandrine (dir.), *Culture impériale 1931-1961. Les colonies au cœur de la République*, Paris, Autrement, 2004, pp. 163-173.

²⁷ Rasetar (1886-1979) fut élu à l'Assemblée en 1945 et en 1946 et a participé à la création du MDRM.

²⁸ *Magyar Nemzet*, le 24 avril 1947.

En avril, d'autres journaux hongrois ont traité des affaires coloniales et malgaches. Par exemple, l'hebdomadaire politique *A Reggel* (« Le matin »)³¹ a évoqué le printemps mouvementé de la France. L'action politique de de Gaulle, l'affaire Joannovici³², le procès du colonel Hardy³³, la crise financière, la lutte indochinoise pour l'indépendance, le soulèvement de Madagascar, les difficultés alimentaires : « La France a longtemps connu un réveil printanier aussi amer ! »³⁴ Quelques jours plus tard, dans son article sur les colonies françaises intitulé « Et pourtant elle tourne », un journaliste conclut que, malgré les tentatives de Paris pour réprimer les soulèvements en Indochine et à Madagascar, la décolonisation est « imparable »³⁵. En même temps, une autre revue, la *Új Magyarországnak* (« Nouvelle Hongrie »)³⁶ considère les événements d'Indochine et de Madagascar comme complémentaires, « il est donc très probable que les dirigeants des insurgés vietnamiens et malgaches soient en contact ». Selon l'auteur inconnu « vraisemblablement le but ultime des soulèvements africains est que le Vietnam soit plus menaçant dans la conduite de négociations éventuelles »³⁷.

En mai, la presse hongroise a consacré beaucoup d'espaces aux événements politiques intérieurs en France, surtout à l'exclusion des communistes du gouvernement. D'après la *Magyar Nemzet*, « personne ne peut douter que l'arrière-plan de la crise est la question de la politique étrangère de la France ». Bien sûr, cela affecte également l'empire colonial : à Madagascar, par exemple, « on verse beaucoup de sang »³⁸. La *Népszava*

³¹ Un hebdomadaire politique publié depuis 1922, avec différentes rubriques (économie, sport, culture). Le propriétaire et le rédacteur en chef, Miklós Lázár (1887-1968), s'est fixé pour objectif de créer un magazine d'information sans le soutien d'un parti politique. Le dernier numéro a été publié le 30 août 1948. Vraisemblablement, la publication a été achevée en raison du précurseur de l'ère Rakosi. Miklós Lázár a quitté le pays en 1948. Voir KEMENES ÁGNES (dir.), *Magyar életrajzi lexikon 1000-1990* [Dictionnaire biographique hongrois], II (L-Z), Budapest, Édition de l'Académie, 1994.

³² Joseph Joannovici (1905-1965) était un commerçant juif de fer aux années 1930-1940. Son rôle joué pendant la Seconde Guerre mondiale est très controversé : sous l'occupation, il a tenu de bonnes relations avec les Nazis mais en même temps a soutenu la Résistance aussi. Le 5 mars 1947, alors qu'on a tenté de l'interpeller à la préfecture de police, des complicités internes l'aidèrent à échapper aux enquêteurs et à partir à l'étranger. Son évasion a fait un grand éclat en France.

³³ René Hardy (1911-1987), ce résistant de haut rang a joué également un rôle ambigu pendant l'occupation allemande. Après la guerre, il était accusé d'avoir trahi Jean Moulin à la Gestapo. En janvier 1947, la cour l'a acquitté, faute de preuves.

³⁴ *A Reggel*, le 21 avril 1947.

³⁵ *A Reggel*, le 28 avril 1947.

³⁶ Selon son sous-titre, c'est un hebdomadaire de « la politique mondiale et de la vie intellectuelle hongroise », paru entre 1945 et 1948. C'était un journal de gauche, sympathisant avec les idées socialistes. Son rédacteur en chef fut Iván Boldizsár (1912-1988), un journaliste, intellectuel de gauche et sociologue de village entre les deux guerres mondiales. Depuis 1945, il a joué un rôle important dans la vie intellectuelle de gauche et entretenait de bonnes relations avec les communistes.

³⁷ *Új Magyarországnak*, le 26 avril 1947. Je n'ai trouvé aucune trace de contact direct entre les dirigeants du mouvement national à Madagascar et en Indochine bien que Hô Chi Minh. Je *tanár* du Viar

forme les lecteurs hongrois que la situation à Madagascar a été discutée au Parlement français et les députés ont rejeté la motion communiste d'envoyer une commission d'enquête à Madagascar avec 415 voix contre 199. « En revanche, le gouvernement a été autorisé, avec 375 voix contre 41, à prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre et protéger les personnes menacées »³⁹. Il est à noter que le journal de gauche ne commente pas cette nouvelle. La même journée, le *Kis Újság* du parti indépendant des petits propriétaires, l'organisation politique hongroise la plus populaire, reprit cette nouvelle, ajoutant que Marius Moutet, le ministre de la France d'Outre-mer, a déclaré que « la police et la gendarmerie françaises à Madagascar avaient été considérablement renforcées »⁴⁰. Apparemment, la presse hongroise n'a pas transmis seulement la déclaration de Moutet. Le journal central du parti national des paysans, le *Szabad Szó*⁴¹ rend compte de la déclaration du ministre français de l'Information, Pierre Bourdan, dans laquelle il a annoncé que de nouvelles troupes françaises étaient en route vers Madagascar pour « rétablir définitivement l'ordre »⁴². D'après l'information de la *Új Magyarországnak*, le conflit de coalition gouvernementale en France s'est manifesté dans le débat « indonésien » [indochinois] et, plus récemment, dans la discussion sur la situation à Madagascar, où le PCF était « largement du côté des combattants de la liberté coloniale sur le principe d'une application cohérente de la démocratie »⁴³.

À la mi-mai, de brefs reportages dans la presse sont remplacés par des analyses plus détaillées. La *Magyar Nemzet* publie une série d'articles intitulés « Chefs de la politique mondiale » sur les consultants du général de Gaulle qui était d'ailleurs appelé « un Bourlangier moderne ». L'un de ses consultants est Jacques Soustelle, âgé de 35 ans, anthropologue devenu homme politique qui, après avoir dirigé les services d'espionnage du Général pendant la guerre, a été nommé ministre des Affaires coloniales⁴⁴. Selon l'auteur « son court ministère colonial n'a fait qu'exacerber les hostilités entre la métropole et les territoires d'outre-mer, qui ont depuis conduit à des combats au Vietnam et à Madagascar »⁴⁵. Soustelle a tenté d'appliquer la politique de « main de fer » de De Gaulle aux peuples coloniaux en quête de liberté.

³⁹ *Népszava*, le 11 mai 1947.

⁴⁰ *Kis Újság*, le 11 mai 1947. Cette déclaration de Moutet était parfaitement conforme à sa politique. En septembre 1946, il a proclamé « la lutte contre l'autonomisme malgache ».

⁴¹ Journal politique, social et économique de gauche publié entre 1889 et 1952, devenu la propriété du parti national des paysans en mars 1945. Parmi ses rédacteurs et collaborateurs, il y avait d'excellents écrivains et journalistes, des figures de proue de la vie intellectuelle hongroise.

⁴² *Szabad Szó*, le 7 mai 1947.

⁴³ *Új Magyarországnak*, le 10 mai 1947.

⁴⁴ Soustelle (1912-1990) fut nommé en novembre 1943 à la tête de la Direction générale des services spéciaux de la France combattante. Il était ministre des Colonies depuis le 21 novembre 1945 dans le gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Après la démission du général de Gaulle en janvier 1946, il a quitté le gouvernement. C'était lui qui a qualifié les événements de Madagascar comme les « dangereuses éruptions de séparatisme ». Il est surtout connu pour son

En ce qui concerne les analyses, l'hebdomadaire *Közgazdaság* (« économie »), publié entre 1946 et 1948, excellait dans le niveau professionnel. Ce journal politiquement neutre, avec le sous-titre « Hebdomadaire de la démocratie économique », a fourni des analyses professionnelles sur le fonctionnement de l'économie hongroise et mondiale. Dans le numéro du 27 avril, Ferenc Agárdi (1898-1969)⁴⁶ a publié une analyse intéressante intitulée « La décomposition des empires coloniaux »⁴⁷. Agárdi estime que la lutte pour la libération nationale dans les colonies plus développées du point de vue social est « plus visible » que dans les colonies moins développées. Pour le premier, il cite l'Indochine comme exemple, pour le dernier Madagascar. Il souligne que le haut-commissaire de Coppel⁴⁸ « n'avait pas été en mesure à ce jour-là de réprimer les combats sur l'île ».

Quelques semaines plus tard, Agárdi poursuit son analyse des événements de Madagascar dans une section du journal intitulée « Union française ». Il présente la crise de l'empire colonial dont les causes sont les suivantes : l'émergence d'une nouvelle intelligentsia et d'une bourgeoisie indigène luttant pour l'indépendance, ainsi que le désir général de liberté des producteurs agraires qui s'éveillent. Ces efforts sont facilités par la politique mondiale des États-Unis visant à développer le libre-échange et les entreprises. Il analyse ensuite la situation en Afrique du Nord puis aborde le sujet de Madagascar et déclare que « le problème est plus grand sur l'île de la vanille ».⁴⁹ Cette analyse d'Agárdi étant la plus approfondie de l'époque, elle mérite d'être citée en détail.

Nous apprenons que l'île fournit les neuf dixièmes de la production mondiale de vanille et possède aussi des réserves de pétrole. Le fait qu'il y a maintenant de « graves batailles » n'est pas surprenant, car depuis que les vainqueurs postérieurs de la Marne,

Joëff et Gallieni, l'ont finalement conquise en 1895, les corps secrets (VVS)⁵⁰ de la tribu fédérale, les Hova, ont cherché à retrouver l'indépendance de l'île par des soulèvements sanglants. « C'est ainsi que la lutte des Français contre les Allemands a été prise à revers en 1915, et Raseta, le chef de l'alliance VVS, a été capturé par les Français et maintenu enfermé jusqu'en 1922. Aujourd'hui, Raseta est député, ainsi que les deux autres dirigeants du VVS, Ravoahangy et Rabem »⁵¹. Cependant, à Madagascar, les États-Unis ne semblent pas soutenir le régime existant [celui des Français]. Et pourquoi ? Parce que Madagascar est non seulement riche en produits tropicaux, elle possède non seulement des mines d'or et de phosphate, mais aussi du graphite. Et le graphite joue un « rôle central » dans la production de la « bombe atomique ». C'est important parce que le secrétaire d'État antisoviétique Dean Acheson a des intérêts dans l'industrie américaine du graphite. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le graphite bon marché de Madagascar a commencé à dominer le marché mondial ; ce n'est pas par hasard si les Alliés ont envahi l'île et si les Américains ont mis la main sur les réserves de graphite. Et lorsque les troupes étrangères se sont retirées de Madagascar, le soulèvement majeur a commencé. Castellani, le seul député blanc de Madagascar⁵² a déclaré au Parlement que l'île ne voulait pas se séparer, souhaitait seulement le statut d'État membre, et que l'effusion de sang était causée par les « ravages » des troupes noires sénégalaises. L'Union française est susceptible de prendre en considération la demande, car « il existe la leçon exemplaire du Vietnam », qui aujourd'hui ne se contente pas de ce qu'accepterait la nouvelle classe dirigeante des Hova. Alors « l'indépendance politique de Madagascar viendra et le capital américain gagnera une possibilité de marge plus confortable ». Et cela met le graphite entre les mains des Américains.

Il est clair que notre auteur de gauche a regardé l'ensemble du problème de Madagascar à travers le prisme des intérêts économiques américains. Dans une situation internationale de plus en plus tendue, il a pensé que les Américains voulaient prendre le relais des Français sur l'île. Il a supposé que certaines concessions auraient pu atténuer la colère des nationalistes, car la guerre d'Indochine en était un exemple alarmant. En

⁴⁶ L'auteur est une figure connue de l'époque. Il est né à Budapest dans une famille israélienne sous le nom Dancinger. Après la Première Guerre mondiale, il a joué un rôle actif dans la fondation du parti des communistes de Hongrie (1918) et pendant la République des conseils (1919). En raison de ses activités de gauche, il a été expulsé de la faculté de médecine de l'université de Budapest en 1920. Il a émigré à Vienne, y a poursuivi ses études et y a obtenu son diplôme de médecine. Dans la capitale autrichienne, il a travaillé comme journaliste pour les journaux de gauche. Il est retourné à Budapest en 1930 et est devenu journaliste chez diverses gazettes. Il a été emprisonné en 1933 et placé sous surveillance policière. En 1936, sous le nom d'un ami, il a publié un livre intitulé « L'Affrique se réveille ». (Ratz Kálmán, *Afrika ébred*, Dante, 1936.) Pendant la Seconde Guerre mondiale, il était un requis du travail, mais s'en est échappé pour l'armée soviétique et a combattu jusqu'en 1945 dans l'Armée rouge. Après la guerre, il a continué à travailler comme journaliste. Voir Kényes Ágnes (dir.), *Magyar életrajzi lexikon* [Dictionnaire biographique hongrois] I (A-K), Budapest, Édition de l'Académie, 1981.

⁴⁷ *Közgazdaság*, le 27 avril 1947.

⁴⁸ Marcel de Coppel fut un administrateur colonial socialiste « original et controversé » et haut-

⁵⁰ Vt Varo Sakelika (« fer, pierre, ramification ») était une société secrète malgache fondée à Tananarive en juillet 1913 par sept étudiants en médecine sur un programme nationaliste. Elle était considérée généralement comme le premier mouvement nationaliste d'après la conquête française. L'organisation a été fortement réprimée par les autorités coloniales en 1915. Ellis Stephen, *L'insurrection des menalamba. Une révolte à Madagascar (1895-1898)*, ASSC, Karthala, Ambozonany, 1998, page 231 ; BOAHEN A. ADU (dir.), *General History of Africa VII. Africa under Colonial Domination 1880-1935*, James Currey, 1990, pp. 115-117.

⁵¹ Joseph Ravoahangy-Andrianavalona (1893-1970) et Jacques Rabemananjara (1913-2005) avaient un mandat à l'Assemblée nationale respectivement de 1945 à 1951 et de 1946 à 1951. Le 21 mars 1946, Raseta et Ravoahangy ont déposé une proposition de loi dont l'article 2 disait que « Madagascar est un État libre, ayant son gouvernement, son Parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union française ». La proposition fut jugée inacceptable et rejetée tout de suite. Voir Bouché Denise, *Histoire de la colonisation française*, tome II, *Flux et reflux (1815-1962)*, Paris, Fayard, 1991, pp.

tout cas, il considérait que l'indépendance malgache deviendrait tôt ou tard inévitable ce qui entraînerait une expansion de l'influence américaine.

La deuxième phase des articles de presse sur le soulèvement à Madagascar

Après mai 1947, les nouvelles et les informations sur l'insurrection à Madagascar ont disparu des colonnes des journaux hongrois. Cela peut être lié à la répression du soulèvement par les autorités françaises. La grande île d'Afrique de l'Est est passée de nouveau au premier plan de l'intérêt quand les représailles politiques et les poursuites judiciaires contre les insurgés ont commencé. À cette époque-là, après le discours de Mátyás Rákosi, la situation de la presse hongroise avait également changé et le visage des journaux devenait de plus en plus unanime. Après une pause d'une année, à l'été 1948, nous rencontrons à nouveau le sujet de Madagascar. Parfois, pendant l'été et l'automne, la presse a rendu compte des représailles.

Au printemps, l'hebdomadaire catholique *Új Ember* (« nouvel homme »)⁵³ a noté que « le feu couvrait sous la cendre » à Madagascar⁵⁴. En juillet, « le quotidien démocratique » *Szabadság* (« liberté »)⁵⁵ a rendu compte des représailles sur un ton caractéristique sous le titre « Nouvelle affaire Dreyfus en France ». Le nouveau Dreyfus, selon l'auteur de l'article, n'est autre que Samuel Rakotondrabe, le « généralissime » du soulèvement de 1947, condamné à mort et exécuté en 1948, avant le procès des responsables⁵⁶. La *Szabadság* souligne que Rakotondrabe a été condamné à mort par le tribunal militaire français. Le chef des insurgés aurait déclaré à la police que « l'insurrection avait été organisée et menée à la demande des quatre députés nationalistes malgaches arrêtés ». Plus tard, il est revenu sur ses aveux devant le tribunal. Les avocats des députés de Madagascar ont demandé que Rakotondrabe soit entendu comme témoin à l'audience. « Cela aurait été considéré comme dangereux, car on craignait que le chef du soulèvement ne révèle

⁵³ Cet hebdomadaire catholique fut fondé en 1945 par un bénédictin hongrois, Baudouin Pézenas. En encourageant le renouveau de la société chrétienne hongroise, le journal a rendu compte de la vie d'un pays essayant de se rétablir et de se renouveler. Pendant « l'époque de la coalition », le *Új Ember* s'est également battu pour les droits personnels et communautaires de l'homme, protégeant l'éducation religieuse et maintenant les institutions et les écoles de l'église. Après l'arrivée au pouvoir des communistes, la voix ouvertement critique a disparu du *Új Ember*.

⁵⁴ *Új Ember*, le 14 mars 1948.

⁵⁵ La *Szabadság* (1945-1948) fut l'un des premiers journaux politiques après la libération. Elle était publiée pour la première fois par le Front d'indépendance national hongrois sous contrôle communiste. Plus tard, elle est devenue la publication du parti communiste hongrois. Son principal public était les ouvriers et les travailleurs.

⁵⁶ Rakotondrabe (1901-1948) fut un militant du mouvement de 1947. C'est en 1946 qu'il adhère, en tant que simple membre, au MDRM. Il est surtout connu grâce au soutien financier et matériel qu'il apporte au Mouvement démocratique de la rénovation malgache. Arrêté au mois de mai 1947,

le véritable contexte de la rébellion de Madagascar ». Il a donc été exécuté à la hâte. La *Szabadság* fait référence à *L'Humanité* qui a déclaré qu'on était pressé d'exécuter le leader communiste parce qu'il était évident que Rakotondrabe à l'audience répéterait les détails de ses aveux faits à la police que « la rébellion avait été déclenchée par le commandant Abrams du service de renseignement britannique, promettant un soutien et des armes militaires ». Le journal répète l'affirmation de *Franc-Tireur* selon laquelle « c'est la plus grande honte de la France depuis l'affaire Dreyfus »⁵⁷.

Il n'est pas surprenant que dans l'atmosphère de la guerre froide, le ton anti-impérialiste se soit encore radicalisé chez les gazettes hongroises sous le contrôle des communistes. En septembre, la *Népszava* a condamné les poursuites contre les insurgés en des termes durs. Elle affirme que « la cause criminelle » est située à Tananarive, la capitale de Madagascar, qui est d'ailleurs « l'une des colonies les plus précieuses de France » qui est appelé par les Français « Île rouge ». Le jugement est clair : la fonction politique du procès est de « justifier l'impérialisme français, la politique coloniale française », dans la trace desquelles « le sang arrose toujours la terre des colonies partout dans le monde ». « Les habitants des colonies ne peuvent plus et ne veulent plus subir l'esclavage et le ripostent par des moyens avec lesquels ils sont opprimés ». Ainsi, le 29 mars 1947, les insurgés l'ont emporté « momentanément » sur leurs oppresseurs, 800 hommes, femmes et enfants des colons français étaient tués pendant « le bouleversement révolutionnaire »⁵⁸. « Le chef des insurgés a été abattu sans procès » (cela ne correspond pas à la réalité) et une action criminelle a commencé contre les rebelles. Selon le journal, le peuple français n'a connaissance que de ces informations sur ce procès. Mais « maintenant, le véritable contexte du crime a été dévoilé [par qui et comment, cela n'est pas révélé], et en même temps, au lieu des rebelles, les oppresseurs sont sur le banc des accusés ». L'article énumère sur un ton virulent les accusations contre les Français : des centaines de villages ont été incendiés en guise de « représailles » ; des milliers d'indigènes ont été jetés dans les flammes et ses dirigeants hors des avions ; 80 000 Malgaches ont été massacrés par « les mercenaires des impérialistes français ». Et la conclusion finale du procès de Tananarive : « la lutte pour la liberté des peuples coloniaux ne peut être noyée dans le sang, mais jamais supprimée ! »⁵⁹

Dans la presse hongroise, les informations sur Madagascar deviennent sporadiques après l'achèvement de la répression politique. Pour des raisons évidentes, ce pays insulaire, loin de la Hongrie, ne captrait pas l'intérêt public⁶⁰. Dans le cadre de divers événements internationaux, Madagascar et son insurrection réprimée ne reparaisaient qu'oc-

⁵⁷ *Szabadság*, le 22 juillet 1948.

⁵⁸ En 1947, les colons étaient environ 30 000, dont la moitié originaire de la Réunion. Le bilan de 300 morts est une exagération évidente.

⁵⁹ *Népszava*, le 5 septembre 1948.

⁶⁰ Ne soyons pas surpris, car le public français lui-même ne savait pas grande chose de ce qui s'était passé. 60 % des Français interrogés par sondage fin juin 1947 n'avaient jamais entendu parler de Madagascar.

casionnellement dans le fleuve des nouvelles. Par exemple, un journal a rendu compte du Congrès des femmes asiatiques qui s'est tenu à la fin 1949 et a transmis le discours du délégué de Madagascar. Cette femme anonyme a constaté que les travailleurs malgaches ne pouvaient acheter « autre chose que du riz », leurs salaires étaient si bas. La plupart des enfants meurent ou subissent des carences dans la première enfance parce que leurs parents sont « trop pauvres pour les nourrir correctement ». En même temps, les ressources naturelles de Madagascar, « le graphite, l'uranium, le béryllium », sont achetées par les Américains. Il n'y a pratiquement pas de maternité et d'hôpital dans le pays. Et bien sûr, le numéro affiché plus tard comme une maxime sera prononcée : en 1947, « 90 000 personnes ont été assassinées et torturées à mort sans décision de justice ». « Encore aujourd'hui (en 1949), « plus de 3000 personnes » sont en prison⁶².

Dans l'atmosphère hystérique de la guerre froide, les journaux hongrois ont violemment attaqué la SFIO qu'ils qualifiaient de parti « socialiste de droite » et de « laquais de l'impérialisme américain ». Voici deux exemples de l'époque. Le journal du Bureau d'information des partis communistes et ouvriers (Kominform), le *Tartós Békkért, Népi Demokráciáért* ! (« Pour une paix durable, la démocratie populaire ! »), publié dans les pays du camp soviétique en langues diverses, empruntait souvent des articles écrits par les dirigeants communistes français. En mars 1950, il répète le texte de François Billoux, l'ex-ministre de la Défense nationale (janvier 1947 à mai 1947) qui était l'un des premiers à s'opposer nettement à la guerre d'Indochine. Le 18 mars 1947, alors que l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale se sont levés pour rendre hommage aux soldats morts en Indochine, Billoux restait assis. En 1950, Billoux écrit que le gouvernement « socialiste de droite » a lancé « une guerre abjecte » au Vietnam et a introduit un système de représailles cruelles dans toutes les colonies, en particulier à Madagascar. Les « socialistes de droite » n'ont jamais agi aussi ouvertement comme « les fidèles gardiens du capitalisme »⁶³. Un autre journal, la *Társadalmi Szemle* (« revue sociale »)⁶⁴ publie l'article du dirigeant communiste Jacques Duclos (« Guerre coloniale et corruption »). Duclos accuse l'ancien ministre de la Défense Paul Ramadier et l'ancien ministre de la France

« Outre-mer Paul Coste-Floret d'avoir commis des crimes dans les colonies »⁶⁵. « Si l'y avait eu justice en France, ils auraient été tenus responsables de leurs actes, comme M. Cheyigné, qui était le responsable pour les massacres commis à Madagascar »⁶⁶, dans lesquels 80 000 vies ont été détruites ». Et le verdict de Duclos : « Paul Coste-Floret et M. de Cheyigné dorment profondément parce que pour eux les peuples coloniaux sont « inférieurs et leur théorie raciale sert à justifier tous leurs péchés »⁶⁷.

La presse hongroise s'occupe quelque peu de la question de Madagascar en 1952 et 1953, mais on a de moins en moins parlé du soulèvement de 1947. Surtout, les journaux ont vivement critiqué la politique coloniale française, parfois étayée par des statistiques. En janvier 1952, le *Szabad Szó*, faisant référence à *L'Humanité*, rend compte des récentes « atrocités » commises par les colons français à Madagascar. Nous apprenons que l'un des tribunaux pénaux a condamné à mort 22 patriotes depuis le 1^{er} novembre 1951. En outre, « les prisonniers sont soumis à des tortures brutales dans les prisons ». Dans l'une des maisons de force, « les gardiens ont battu les détenus avec des nerfs de bœuf et ont même arraché les oreilles de nombreuses personnes »⁶⁸.

Un peu plus tard, la *Élet és Tudomány* (« vie et science »)⁶⁹ a fourni des informations aux lecteurs sur la conférence des neurologues à Copenhague où les participants avaient constaté que l'alcoolisme était la chose la plus dévastatrice de France, avec une consommation moyenne d'alcool de 42 litres par an ! En même temps, « pendant la "civilisation", l'impérialisme français inondait littéralement les colonies d'alcool destructeur ». De 1930 à 1950, les exportations françaises de vin vers l'Afrique de l'Ouest sont passées de 11 367 000 à 21 649 000 litres, tandis que les exportations d'alcool et de liqueurs sont passées de 611 000 litres à 6 000 000 litres. À Madagascar, la consommation d'alcool est passée de 334 000 litres à 980 000 litres.⁷⁰ Le *Tartós Békkért, Népi Demokráciáért* !, sous le titre « Le profit d'odeur de sang »⁷¹, présente l'entreprise Lyonnaise de Madagascar et critique vivement l'action économique des colonisateurs : « Plus les portefeuilles des principaux meneurs de cette société se gonflent, plus la vie des Malgaches vivant à Madagascar est insupportable ». Les colons français « portent le fer et la flamme » pour faire respecter leur propre « ordre » sur l'île. Par exemple, entre 1947 et 1948, « 90 000 patriotes malgaches ont été tués et les terres de Madagascar ont été trempées du sang ».⁷²

⁶² En ce qui concerne le nombre des victimes, la littérature n'est pas uniforme. Tronchon a accepté le nombre 90 000, mais selon d'autres historiens, ces chiffres doivent être révisés. Par exemple, Fremingacci souligne que « l'estimation de 80 000 à 100 000 morts qui est généralement avancée ne repose sur rien ». Il pense qu'en somme « l'hypothèse la plus vraisemblable tourne autour 20 à 30 000 morts ». TRONCHON Jacques, *L'insurrection malgache de 1947... op. cit.*, page 73; FREMINGACCI Jean, « 1947 : l'insurrection à Madagascar », *Études Coloniales*, le 22 novembre 2006, en ligne : [http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2006/11/22/3246791.html].

⁶³ Szabad Szó, le 25 décembre 1949.

⁶⁴ Tartós Békkért, Népi demokráciáért !, le 19 mars 1950.

⁶⁵ La *Társadalmi Szemle* était une revue scientifique marxiste qui, à partir des années 1930, a représenté la situation politique, économique et sociale de la Hongrie. Parmi les auteurs, il y avait des

⁶⁶ Ramadier était le ministre de la Défense. Coste-Floret (1911-1979) le ministre de la France d'Outre-mer dans le gouvernement d'Henri Queuille (1948-1949).

⁶⁷ Pierre de Cheyigné (1909-2004) était haut-commissaire de la République française à Madagascar de 1948 à 1950 où il a mené la pacification, la reconstruction et la réorganisation du pays.

⁶⁸ *Társadalmi Szemle*, n°3-4, 1950, page 324.

⁶⁹ Szabad Szó, le 6 janvier 1952.

⁷⁰ C'était une revue scientifique vulgarisatrice fondée en 1946 par Albert Szent-Györgyi, lauréat hongrois du prix Nobel de physiologie ou médecine (1937) pour avoir découvert la vitamine C. Elle est concentrée principalement sur les résultats de la vie scientifique hongroise. Les chercheurs

La *Szabad Föld* (« terre libre »)⁷² a également condamné les péchés français de la colonisation. Elle a rappelé qu'en 1945 l'armée coloniale française avait tué « 40 000 » personnes en Algérie.⁷³ Les cadavres ont été placés dans des bûchers et brûlés. En 1947, « une campagne d'extermination » a été lancée contre le peuple de Madagascar, et en quelques mois « 89 000 » personnes ont été tuées. En outre, des « dizaines de milliers de personnes » ont été contraintes au travail forcé dans des camps d'où « personne n'est encore revenu vivant »⁷⁴. Les colonisateurs ont utilisé une série de tortures contre les patriotes malgaches. Le journal cite l'un des chefs de la révolte, Martin Rakotovo⁷⁵ qui s'est souvenu d'un détail de sa torture au tribunal : « On m'a emmené dans une pièce où il y avait de l'eau et un baquet rempli d'eaux usées. Un gendarme m'a attaché les deux mains à l'arrière et m'a fait m'agenouiller devant le baquet. Puis il a tordu la corde de plus en plus avec un arbre et a marché sur ma nuque avec son pied et a serré ma tête dans le baquet d'eaux usées. Il a répété cela jusqu'à ce que je perde connaissance. Quand je suis revenu à moi, ils ont commencé à me battre ». La conclusion est que « tous les gens de bonne humeur et honnêtes sont remplis d'horreur et de haine de l'inhumanité des colonisateurs. Il n'y a aucune méthode brutale de la torture et de l'humiliation, à laquelle ils n'auraient pas recourus contre les meilleurs fils des peuples coloniaux »⁷⁶.

L'été suivant, les lecteurs hongrois pouvaient apprendre que le peuple malgache ne s'était jamais résigné à la domination étrangère, car, depuis une soixantaine d'années, l'histoire de Madagascar n'était autre qu'une « chaîne presque continue de soulèvements contre les colonisateurs français ». Ces colons ont commis de « graves méfaits » en 1947-1948 contre le mouvement de liberté national malgache. On a tué « 90 000 Malgaches », en a emprisonné ou en a enfermé dans des camps de concentration

⁷² Ce journal communiste a paru pour la première fois en août 1945 comme l'hebdomadaire des paysans. Après 1949, son éditeur fut l'Alliance nationale des paysans, évidemment sous le contrôle strict des communistes.

⁷³ Il semble que ce chiffre n'est également qu'un mythe qui a ensuite été diffusé par les nationalistes algériens. Les auteurs authentiques de l'historiographie estiment le nombre de victimes entre 10 et 20 000. Plus récemment, des estimations comprises entre 3 000 et 8 000 ont été publiées. Voir AGERON Charles-Robert, « Mai 1945 en Algérie : enjeu de mémoire et d'histoire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 4/2012, n°108, pp. 68-73 ; COCHET François, FAIVRE Maurice, PÉVILLÉ Guy, VÉRIARD Roger, « Massacres de Sétif : l'autre face du 8 mai 1945 », *Le Figaro*, le 7 mai 2015.

⁷⁴ C'est une exagération évidente. Selon la littérature historique, dans le procès des responsables, la cour prononça « sept relaxes, huit condamnations aux travaux forcés, deux à la réclusion et six peines de mort » (plus tard tous les six étaient graciés par le président de la République). En ce qui concerne les autres procès, « le tribunal militaire a prononcé 44 condamnations à mort (dont 8 fut exécutées), et les tribunaux civils jugeant 5 122 personnes infligèrent 139 peines de mort (dont 19 fut exécutées) ». Voir COQUEURY-VIDROVITCH Catherine, AGERON Charles-Robert, *Histoire de la France coloniale*, tome III, *op. cit.*, page 235.

⁷⁵ À l'instar de ses compagnons, Rakotovo a été accusé de « flagrant délit continu ». Son procès s'est ouvert le 11 juillet 1948 à Tananarive pour aboutir le 4 octobre à sa condamnation à mort. *Charité en l'honneur total* : il a été amnistié en 1964, mais n'a été libéré qu'en 1966. Zavan Jean-François

« 20 000 » pour de longues années. Plusieurs douzaines de villages ont été éradiqués. « De nos jours, des patriotes sont toujours assassinés et exilés »⁷⁷. Le quotidien politique des syndicats hongrois, la *Népszava* a rendu compte de la réunion du 3^e congrès mondial des syndicats où le représentant du comité de coordination de l'union syndicale de Madagascar, E. Randrimahazo a pris la parole et a mis en relief qu'en dépit des représailles cruelles commises en 1947 vis-à-vis des travailleurs malgaches, les colonisateurs français avaient pas réussi à étouffer l'aspiration du peuple travaillant à l'indépendance nationale. Au nom du peuple malgache, Randrimahazo a appelé le congrès à demander une amnistie pour les emprisonnés politiques, y compris de nombreux dirigeants syndicaux arrêtés en relation avec les événements de 1947 à Madagascar.⁷⁸

À l'automne 1953, la presse relate que le tribunal colonial français a exécuté le 25 septembre à Moramange trois patriotes malgaches. En 1947, ils avaient participé à une manifestation de masse dans la ville de Tamatave contre la politique oppressive et prédatrice des colonisateurs français⁷⁹. Le journaliste Tamàs Kis exprime son avis sur la colonisation actuelle et la réaction de l'Afrique. Selon lui, avec l'aide de la technologie moderne, « les monopolistes perfectionnaient les méthodes génocidaires de leurs ancêtres coloniaux ». « L'histoire a enregistré le meurtre de masse de Madagascar en 1947, lorsque 90 000 indigènes ont été massacrés en très peu de temps. Les méthodes ont évolué depuis »⁸⁰.

*

Après 1953, Madagascar a pratiquement disparu de la presse hongroise, et cela pendant de nombreuses années. La prochaine fois qu'elle revient dans les colonnes des journaux, c'est au moment de son indépendance nationale en 1960. Alors, l'intérêt pour l'île a de nouveau augmenté, et certains des articles publiés à l'époque décrivent la courte histoire du pays. Y compris le soulèvement de 1947. Ces articles reproduisent les adjectifs et les constatations utilisés à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Ils mentionnent à plusieurs reprises les 90 000 victimes, parfois 80 000, parfois 100 000.

Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la réponse française au soulèvement à Madagascar a été très largement condamnée par la presse en Hongrie. Il est vrai qu'en 1947, la presse politique hongroise disposait encore d'une marge de manœuvre, bien qu'assez étroite. Pour autant, je n'ai trouvé aucun article favorable à la politique de Paris. Cependant, la sympathie et le respect sont communs aux rebelles malgaches. Après 1948, lorsque la presse est passée sous le contrôle total des communistes, la critique de la France s'est intensifiée et la propagande anti-impérialiste est devenue un outil de la guerre froide. Cette attitude, quoique sous une forme un peu plus modérée, a déterminé la presse hongroise des décennies suivantes.

⁷⁷ Tamàs Béláért, *Népi demokráciáért* 1, le 28 juin 1953.